Zeitschrift: Tracés : bulletin technique de la Suisse romande
Herausgeber: Société suisse des ingénieurs et des architectes
Band: 135 (2009)
Heft: 10: Belle de Marseille : Grand de Paris

Artikel: Le Grand Paris et la société du spectacle
Autor: Garcias, Jean-Claude
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-99758

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 10.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Jean-Claude Garcias

Le Grand Paris et la société du **spectacle**

ARCHITECTURE

L'exposition sur le « Grand Pari(s) » vient d'ouvrir à la Cité de l'architecture et du patrimoine au Palais de Chaillot, avec un discours introductif de Nicolas Sarkozy[1]. L'affaire avait été lancée au même endroit par le même Sarkozy en septembre 2007. Dix équipes pluridisciplinaires et internationales (plus de 300 personnes au total dont 30 pour le groupe Rogers, 100 pour l'escadron Nouvel) avaient été choisies par la bureaucratie cultu(r)elle en juin 2008 pour réfléchir à « un nouveau projet d'aménagement global du Grand Paris ».

Il est significatif que ces équipes aient toutes été conduites par un architecte reconnu, présumé producteur d'images séduisantes, et meilleur communicateur qu'un géographe ou un économiste : Castro, Geipel, Grumbach, Klouche, Lion, Nouvel, Maas, Portzamparc, Rogers et Secchi. Elles présentent aujourd'hui le résultat d'un an de travail sous forme de séminaires de recherche et de rencontres avec les décideurs : des milliers de pages, des centaines de dessins et des dizaines de maquettes pour lesquels elles ont reçu 240 000 euros chacune. La donne économique (bulle du crédit et crise des *subprimes*) a certes changé depuis le lancement de la consultation, mais pas les échéances politiques (grand affrontement électoral pour le contrôle de la région parisienne en 2010), ni le poids des idées reçues (« Paris ville-musée », « méfaits du jacobinisme », « déficit de mobilité »), ni le fantasme d'une baguette magique urbaine (« volontarisme », « yaka », « faukon »), ni les capacités d'invention verbale bien connues des architectes (voir plus loin).

1

Arrière-pensées politiques

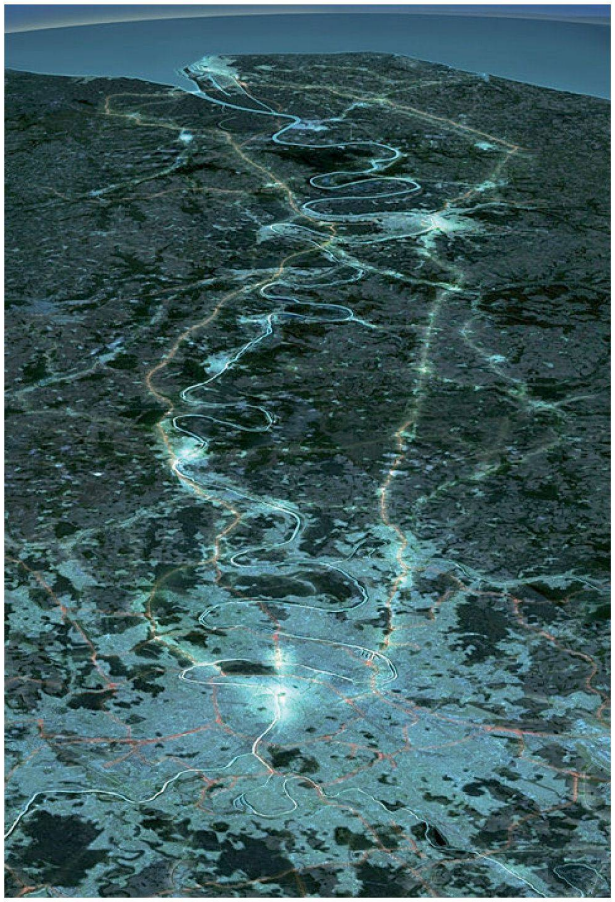
L'idée de base était celle d'un brain-storming architectural décidé d'en haut, qui permettrait de remédier à des maux métropolitains que personne n'avait vu venir, avant qu'ils ne menacent la prééminence de Paris « dans un contexte de concurrence internationale entre les villes ». Cette agitation médiatico-théorique ne peut se comprendre qu'à la lumière des enjeux politiques, et de l'habileté présidentielle. Avant d'être contraint à un repli tactique face à la résistance des grands élus, dont certains de ses amis, Sarkozy cherchait moins à rationaliser le fonctionnement économico-social de la région capitale qu'à modifier les règles du jeu politique. C'est la différence essentielle entre le Grand Paris de 2009 et les transformations de l'époque haussmannienne (1851-69), dont la visée était technique (faciliter les flux) autant que socio-militaire (vider le centre de la populace) ; ou celles de l'ère gaulliste (1958-68), plus fonctionnalistes (création des villes nouvelles) qu'ouvertement politiciennes (passer un *deal* avec les communistes sur le dos des socialistes). « Paris » est aujourd'hui à l'heure des incertitudes électorales. La région est à gauche, et s'est évidemment dotée d'un schéma directeur conçu pour tenter de rester à gauche. La capitale est à gauche, et développe un urbanisme consensuel afin de ne braquer ni les bobos, ni ce qui subsiste d'électorat populaire. L'intérêt de l'état central (de droite) est de bousculer ce fra-

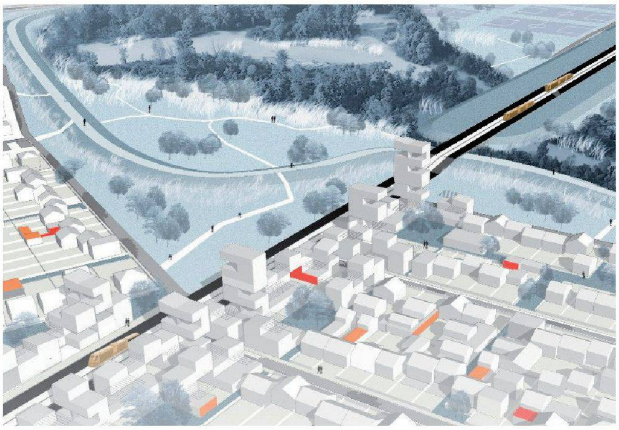
[1] « Le Grand Pari(s) : Consultation internationale sur l'avenir de la métropole parisienne », AMC-Le Moniteur, Paris, 2009. On peut aussi consulter Frédéric Gilli et Jean-Marc Offner, « Paris, métropole hors les murs », Les presses de Sciences Po, Paris, 2008 ; et Philippe Panerai, « Paris métropole : formes et échelles du Grand Paris », Editions de La Villette, 2008

Fig. 1 : Un précédent célèbre, le plan «Voisin» pour Paris de Le Corbusier
Fig. 2 : Projet de l'équipe Agence Grumbach et associés
Fig. 3 : Projet de Bernardo Secchi et Paola Vigano, équipe Studio 09
Fig. 4 : Projet de l'équipe Ateliers Castro Denissof Casi

gile édifice : d'où la création d'un secrétariat d'état au « développement de la région capitale », machiavéliquement confié à un transfuge de la gauche, Christian Blanc ; une mission de réflexion dirigée par un ancien premier ministre, Edouard Balladur, pour préfigurer « un remaniement administratif » (lire électoral) de la région parisienne ; et « la consultation internationale pour l'avenir du Paris métropolitain ».

Même s'il relève davantage d'arrière-pensées politiques ou de discussions de comptoir que des sciences dures, le débat a effectivement le mérite de faire réfléchir sur la nébuleuse parisienne. Le diagnostic des dix équipes est plus ou moins partagé : « Paris » intra muros (2 millions d'habitants) étoufferait à l'intérieur du périphérique avec ses 105 km^2, encore qu'il ait perdu un million de résidents en un siècle ; « Paris » extra muros (9 millions) serait un patchwork de « banlieues » – choisies à l'ouest, imposées à l'est –, de centres commerciaux, de friches industrielles et ferroviaires, d'infrastructures routières démesurées ; une réglementation tatillonne empêcherait de construire au bord des autoroutes ou sur les zones inondables. Ce qui permet à toutes les équipes de dénoncer des temps de transport démentiels, des déséquilibres économiques, des ghettos pour riches et pour pauvres. Paris serait moche (béton-bitume), inefficace (dans l'optique de la globalisation), culturellement conservateur (Haussmann, luxe, refus des tours) et injuste (apartheid urbain), encore que les équipes soient plus discrètes là-dessus. La vulgate urbaine des architectes fonctionne dans l'abstrait (centre favorisé contre périphérie pavillonnaire) et fait opportunément l'impasse sur trois moments clés du développement parisien au sens large, où l'argent des quartiers bourgeois de la Seine a financé le logement populaire : cités-jardins des années 1920, HBM de l'entre-deux-guerres, grands ensembles de la reconstruction. Elle oublie de qualifier les deux, six ou onze millions de « Parisiens ». Sont-ils résidents,


2


3

4

Fig. 5 : Projet de l'équipe LIN, Finn Geipel et associés

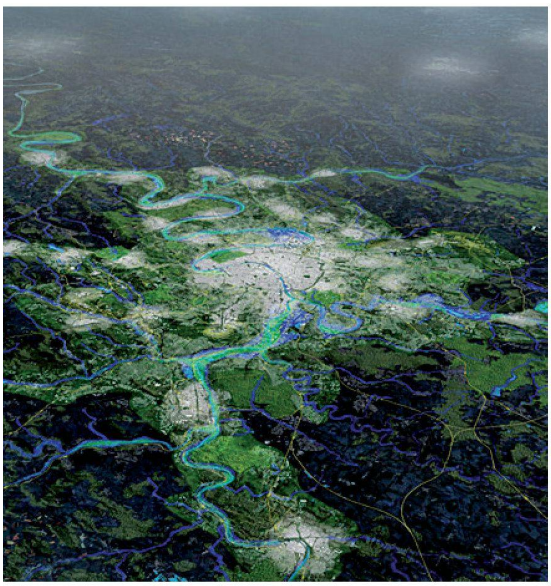
Fig. 6 : Projet de l'équipe Atelier Christian de Portzamparc

Fig. 7 : Projet de l'équipe Ateliers Jean Nouvel, AREP J.M. Duthilleul, ACD M. Cantal-Dupart

Fig. 8 : Projet de l'équipe MVRDV

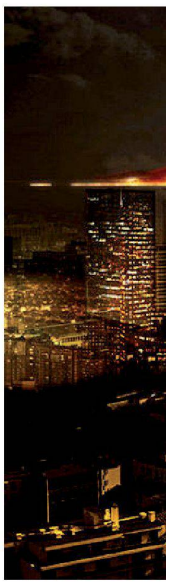
Fig. 9 : Projet de l'équipe AUC, Djamel Klouche, F. Decoster, C. Poulin

Fig. 10 : Projet de l'équipe Yves Lion, Groupe Descartes



5

6

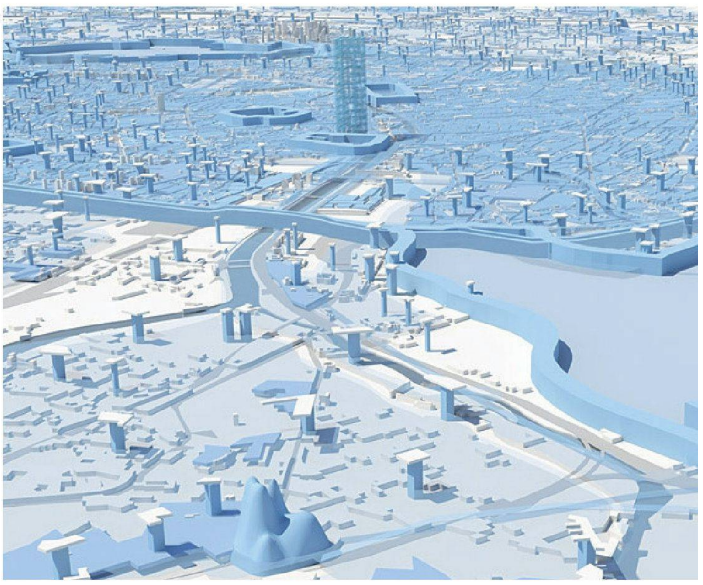


9

10

7

8 >



et pendant combien de temps ? Actifs, inactifs ? Milliardaires ou RMIstes ? Contribuables ou assistés ? Electeurs, touristes ou clandestins ? Le grand non-dit est le nombre et la répartition des électeurs, donc le découpage en circonscriptions. L'apolitisme des dix équipes s'explique sans doute par le fait que les architectes ne choisissent pas leurs clients. Mais on aurait aimé davantage de réflexions sur la montée de l'abstention et du vote protestataire depuis un quart de siècle, ou sur l'embrasement des banlieues en 2005, et moins d'élucubrations sur « l'après Kyoto » ou sur « la ville au service de l'humain ».

Le poids de l'histoire

La méconnaissance historique n'est pas étrangère à l'aveuglement politique. Impatients de résoudre les problèmes d'aujourd'hui, les architectes consultés se sont peu souciés d'en déceler l'origine dans le passé, ou de relire Walter Benjamin[2]. La région parisienne d'ancien régime se composait de la « Généralité de Paris », un regroupement de paroisses plus ou moins urbaines derrière une enceinte au tracé variable, et d'une constellation de paroisses rurales, « la banlieue ». La Révolution en fait des communes, dont celle de Paris, qui monopolisera le débat politique national jusqu'à la défaite des Jacobins en 1799, et plus brièvement en 1830, 1848 et 1871. Les communes sont regroupées en départements, dont celui de la Seine qui englobe Paris, et celui de la Seine-et-Oise qui cerne la Seine. Cet édifice politico-administratif complexe (Paris sera privé de maire jusqu'en 1977) est légèrement modifié par Haussmann. Il annexe à la ville-centre des fragments de l'ancienne banlieue pour faire coïncider les limites communales avec le mur d'enceinte. Les limites de « Paris » ne se sont plus déplacées depuis, alors que les limites réelles de l'agglomération n'ont cessé de s'étendre. Le système a plus ou moins fonctionné tant que l'urbanisation ne débordait pas du département de la Seine, et que les impôts locaux de la ville-centre pouvaient être saupoudrés sur la « ceinture rouge ». Avec la restructuration gaulliste des années 1960 qui divise Seine et Seine-et-Oise en sept départements, dont celui de Paris, la péréquation fiscale et le sentiment d'une communauté de destin disparaissent. L'agglomération est de plus en plus écartelée entre départements riches du centre et de l'ouest, départements pauvres du nord et de l'est, et la décentralisation socialiste des années 80 ne fait qu'ajouter une strate (la « région ») à ce mille-feuille administratif. Il n'est pas sûr que toutes les équipes consultées aient compris que les féodalités locales (avec leurs milliers d'emplois de politiciens) sont le produit de luttes et de compromis séculaires. Elles ont généralement préféré y voir l'effet d'une fatalité métropolitaine, à laquelle leur talent d'architecte permettrait miraculeusement d'échapper.

[2] Walter Benjamin, « Paris, capitale du XIXe siècle : le livre des passages », Editions du Cerf, Paris 1989

Fig. 11 : Projet de l'équipe Rogers Stirk Harbour & Partners
(Sauf mention, tous les documents illustrant cet article ont été fournis par l'auteur.)

Le Grand Paris des spécialistes

Non pas que les dix équipes ignorent l'histoire récente de la métropole. Certaines y ont directement participé : réseau RER convergeant au centre, déménagement des Halles remplacées par un centre commercial, périphérique, cinq villes nouvelles, quartier d'affaires de La Défense, rénovation urbaine et boboïsation. Pour qui veut bien lire entre les lignes, le diagnostic des spécialistes est finalement mesuré : la métropole de 2030 ressemblera comme une sœur à celle d'aujourd'hui, avec guère plus de 12 millions d'habitants. Il n'y aurait donc pas de crise générale, mais un manque de logements abordables, une congestion des transports, des déséquilibres sociaux, un manque d'espaces naturels, des problèmes de gouvernance.

Les propositions des équipes ne sont pas réellement des projets, mais des « scénarios possibles pour le futur ». On en retiendra pêle-mêle que le Grand Paris devrait être vert, au sol, sur les toits, voire en sous-sol, développer les forêts et l'agriculture péri-urbaine ; qu'il devrait comporter de nouveaux bouquets de tours pour signaler de nouvelles centralités hors les murs (Massy-Saclay, les aéroports, Rungis, Seine amont et aval, plaine Saint-Denis) ; conquérir du foncier par la couverture du périphérique et des tranchées ferroviaires ; opérer un décentrement des institutions et du pouvoir d'état ; transformer les « banlieues » par désenclavement, maillage, résidentialisation et mixité socio-fonctionnelle ; abandonner des réglementations tatillonnes (un grand classique chez les architectes) ; construire des dizaines de milliers de nouveaux logements sur du foncier sous-utilisé ; réduire l'usage de la voiture, grâce au développement des transport en commun (mono-rails sur le périf et l'A 86, interconnexions généralisées) ; retourner l'agglomération sur la Seine ou vers la mer. Qui ne souscrirait à tous ces vœux pieux, souvent exprimés avec un véritable talent graphique ?

Reste la question des moyens et des leviers de pouvoir, à part le volontarisme affiché des équipes et du président. Peut-on vouloir avant de comprendre ? Où est l'argent après la crise ? L'électorat sarkozyste est-il vraiment prêt à limiter son usage de la voiture et de l'avion ? Les communes et les départements aisés voudront-ils mutualiser leur richesse ? L'amélioration des transports en commun, véritable fétiche de la consultation, ne vise-t-elle pas à élargir le marché du travail, et accessoirement débarrasser le centre des dernières voitures des derniers cols bleus et petits cols blancs ? La liaison Roissy-Orly via La Défense facilitera-t-elle les conditions de vie dans toute la région, ou les seuls déplacements des traders ? Tant que les spécialistes n'auront pas répondu à ces questions, tant qu'ils laisseront entendre qu'une transformation urbaine radicale peut ne faire que des gagnants, tant qu'ils renonceront à leur rôle d'intellectuels critiques, et tant que les Parisiens au sens large ne prendront pas les affaires parisiennes en main, une consultation comme celle du Grand Paris relèvera de la société du spectacle. Ce qu'exprime sans doute le calembour lacanien de son titre : Paris pari.

Jean-Claude Garcias, architecte et critique
3 rue Boyer, F – 75020 Paris

11